

## Mécanismes du Chapitre 2



Croissance nécessaire mais pas suffisante au bien-être et développement (humain et durable)

### Limites économiques de la croissance :

- épuisement des ressources énergétiques
- épuisement des ressources halieutiques
- déforestation
- ↗ concentration gaz à effet de serre (=> réchauffement climatique)

Environnement comme **bien commun** (*non excluable* mais *rival*)

**Biens collectifs** (*non rival* et *non excluable*) comme la connaissance, les routes, la sécurité...

Tout bien *non excluable* est sous-produit par le marché (car pas rentable) = défaillances du marché  
*Non excluable* => phénomène du « **passager clandestin** »

D'où l'intervention de l'Etat recommandée par les **théories de la croissance endogène** notamment concernant les Infrastructures (**K public**), connaissance (**K technologique** = innovation et progrès technique), qualification main-d'œuvre (**K humain**) sont des **biens collectifs** qui génèrent de fortes externalités positives favorables à la croissance

**Croissance et développement** résultent de l'interaction du **K naturel, K physique, K humain, K institutionnel** mais **cette croissance est-elle soutenable, ce développement est-il durable ?**

Le développement durable ou soutenable intègre **trois dimensions** : la **dimension économique** (une croissance des richesses doit être possible), la **dimension sociale** (cette richesse doit être équitablement partagée dans le monde et entre les générations), la **dimension environnementale** (les ressources et la planète doivent être préservées).

Croissance soutenable ≈ Croissance qui est conforme au développement durable

L'analyse économique du DD repose sur l'hypothèse de **substituabilité** des différents capitaux.  
Le capital naturel est-il substituable avec le capital physique, le capital technologique ?

### 3 outils des pouvoirs publics pour protéger le K naturel :

- Règlementation (interdiction, normes, seuils plafonds, amendes)
  - Taxation (taxes, subventions, primes, fiscalité écologique)
  - Marché des quotas (ou permis) d'émission
- } Internalisation par incitation

La taxe ou le marché des quotas permettent de donner un prix (donc un coût) aux externalités négatives que sont les émissions de GES, la déforestation etc. En leur donnant un prix, les pouvoirs publics **incitent** les émetteurs à internaliser ces méfaits dans leur calcul économique (minimiser les coûts, maximiser les bénéfices) et donc de procéder aux arbitrages entre payer la taxe /acheter des quotas ou investir dans la dépollution.

Compte tenu du fait que chaque type de mesure climatique possède des avantages, des contraintes et des inconvénients, il est nécessaire et efficace de les utiliser chacune là où elles présentent le plus d'avantages et le moins d'inconvénients selon le type de pollution que l'on souhaite limiter voire interdire. Concrètement, ces 3 outils sont donc utilisés de façon combinée.